Vers un marché commun en Afrique de l'Est en juillet 2010

@rib News, 20/11/2009 â€“ Source AFPCinq pays d'Afrique de l'Est se sont engagÃ©s vendredi Ã la mise en place d'ici juillet d'un marchÃ© commun, premier du genre sur le continent, prÃ©voyant la libre circulation de la main-dâ€™Å“uvre, des marchandises, et des capitaux.RÃ©unis Ã Arusha en Tanzanie, les chefs d'Etat des pays membres deÂ la CommunautÃ© d'Afrique de l'Est (East african community, EAC), rÃ©unissant le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie, ont signÃ© un "protocole d'accord", a-t-on constatÃ©.Ce document prÃ©voit la mise en place dÃ¨s juillet prochain d'un marchÃ© commun au sein de l'EAC, marchepied vers une Ã©ventuelle union monÃ©taire dans un bloc rÃ©gional de prÃ¨s de 126 millions d'habitants.
Il prÃ©voit d'autoriser la libre circulation, dans les Etats membres, de la main d'Å“uvre, des marchandises, des capitaux ainsi que le droit d'Ã©tablissement des entreprises.Un tel marchÃ© commun serait le premier du genre en Afrique."C'est un grand pas en avant", s'est fÃ©licitÃ© le prÃ©sident tanzanien, Jakaya Kikwete, Ã l'issue de la cÃ©rÃ©monie de signature.Ce protocole devra encore Ãªtre ratifiÃ© par les diffÃ©rents Etats pour permettre l'entrÃ©e en vigueur du marchÃ© commun. Une union douaniÃ¨re est dÃ©jÃ en place depuis 2005 au sein de l'EAC.Sa signature marquait le point d'orgue des cÃ©rÃ©monies de commÃ©moration du 10e anniversaire de cette organisation, dont le secrÃ©tariat est installÃ© en Tanzanie.Les nÃ©gociations sur le marchÃ© commun se sont terminÃ©es en septembre dernier Ã Kampala, en Ouganda. A la mÃªme date ont dÃ©butÃ© des "consultations prÃ©liminaires sur le projet d'Union monÃ©taire d'Afrique de l'Est".Un rapport final sur ce sujet, prÃ©vu pour janvier 2010, va arrÃªter une stratÃ©gie vers l'Union monÃ©taire d'Afrique de l'Est. L'objectif est d'arriver Ã une monnaie unique dÃ¨s 2012, mÃªme si certains responsables reconnaissent en privÃ© que la date de 2016 est certainement plus raisonnable.PrÃ©sents vendredi Ã Arusha, des opÃ©rateurs Ã©conomiques se sont fÃ©licitÃ©s de la signatu de ce protocole d'accord."De 36 millions de consommateurs sur le marchÃ© kÃ©nyan, nous passons Ã 126 millions. L'impact va Ãªtre Ã©norme", s'est ainsi rÃ©joui Vimal Shah, prÃ©sident d'une grande sociÃ©tÃ© kÃ©nyane d'agro-alimentaire.Un march commun au sein de l'EAC devrait "stimuler les Ã©changes" dans la rÃ©gion et "amÃ©liorer la compÃ©titivitÃ© des entreprises locales", selon un responsable de la bourse de Dar-es-Salaam, George Fumbuka."Nous n'avons pas le choix", expliquait rÃ©cemment le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'EAC, le Tanzanien Juma Mwapachu. "Entrons dans un marchÃ© commun et faison face aux dÃ©fis".La mise en place d'un tel marchÃ© pose de nombreux dÃ©fis, dans une rÃ©gion souffrant notamment de l'insuffisance et du mauvais Ã©tat des infrastructures.Lâ€™EAC a lancÃ© plusieurs projets de construction de routes et de chemins de fer pour faciliter les Ã©changes entre les Etats membres, dont un projet de voie ferrÃ©e qui relierait les cinq pays membres (parmi lesquels le Rwanda et le Burundi, presque totalement enclavÃ©s).L'organisation a Ã©tÃ© crÃ©Ã©e en 1967 par le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie, trois anciennes colonies britanniques, mais a cessÃ© de fonctionner dix ans plus tard en raison de divergences politiques et Ã©conomiques.Au moment de la rupture, l'EAC Ã©tait parvenue Ã un certain niveau d'intÃ©gration notamment dans les domaines des politiques monÃ©taires et fiscales, des douanes, de l'enseignement supÃ©rieur, de la gestion des chemins de fer et des ports.La communautÃ© a Ã©tÃ© officiellement reconstituÃ© en novembre 1999, et le Rwanda et le Burundi, deux anciennes colonies belges, l'ont rejoint en 2007.